

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1956-1957.

SÉANCE DU 18 JUIN 1957.

Rapport de la Commission de l'Intérieur chargée d'examiner le projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1956-1957.

VERGADERING VAN 18 JUNI 1957.

Verslag van de Commissie voor Binnenlandse Zaken, belast met het onderzoek van het wetsontwerp tot wijziging van de dienstplichtwet van 15 Juni 1951.

Présents : MM. HARMEGNIES, président; ALLARD, Victor DE BRUYNE, DELIÈGE, DE MAN, le chevalier DE SCHAETZEN, DURAY, DUTERNE, le baron HUART, LAGAE, LEMAL, MACHTENS, NIHOUL, SLEDSSENS, YERNAUX et LACROIX, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

La Commission de l'Intérieur a consacré quatre séances à la discussion de ce projet, qui apporte à notre législation sur la milice, les précisions et les modifications dont six années d'application de la loi de 1951 ont démontré la nécessité

Il précise certaines situations de milice et élargit l'octroi de sursis. Il clarifie la situation des personnes pouvant bénéficier de l'application de l'article 12 de la loi du 15 juin 1951 admises à servir dans la G.T.A.

Le projet tient compte de l'évolution de la guerre moderne et de la place que peut tenir la femme dans certains emplois, où sa présence s'est révélée efficace; le fait que nonobstant l'absence d'un statut, des femmes ont été engagées, le fait que dans les opérations militaires actuelles elles trouvent des tâches de plus en plus nombreuses qui permettent de placer en service actif un plus grand nombre de soldats, a déterminé le Gouvernement à prévoir le volontariat féminin et à préciser la portée des engagements quant aux droits et aux devoirs des intéressées.

R. A 5309.

Voir :

Document du Sénat :

161 (Session de 1956-1957) : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

De Commissie van Binnenlandse Zaken heeft vier vergaderingen gewijd aan de bespreking van dit ontwerp dat in onze dienstplichtwet de verduidelijkingen en wijzigingen brengt die na zes jaar toepassing van de wet van 1951 noodzakelijk zijn gebleken.

Sommige militietoestanden worden nader bepaald en de mogelijkheden om uitstel te verlenen worden verruimd. Het ontwerp brengt klaarheid in de toestand van degenen die onder artikel 12 van de wet van 15 Juni 1951 vallen en bij de T.W.L. kunnen dienen.

Het ontwerp houdt rekening met de ontwikkeling op het gebied van de moderne oorlogsvoering en met de plaats die de vrouw kan innemen in de betrekkingen waar haar aanwezigheid doeltreffend is gebleken; het feit dat vrouwen werden aangeworven niettegenstaande er geen statuut bestaat, en het feit dat zij in de huidige militaire operaties steeds meer taken kunnen vervullen waardoor ook meer soldaten in actieve dienst kunnen worden geplaatst, heeft de Regering er toe gebracht het vrouwelijke vrijwilligerschap in te stellen en de rechten en plichten van de dienstmennenden nader te bepalen.

R. A 5309.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

161 (Zitting 1956-1957) : Ontwerp overgemaakt door de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Discussion générale.

Un commissaire a tout d'abord proposé d'ajourner la discussion de ce projet, se basant sur le fait qu'il serait nécessaire de connaître les conclusions de la Commission militaire mixte qui n'a pas terminé ses travaux. Si la Commission décidait de poursuivre la discussion, il demanderait la présence du Ministre de la Défense Nationale ou d'un fonctionnaire responsable.

Le Ministre a répondu qu'il s'opposerait à la remise de la discussion pour la raison que la législation de milice est indépendante des conclusions de la Commission militaire mixte; le projet en discussion ne tend qu'à apporter des améliorations et des précisions indispensables à une loi existante.

Le Ministre invoque que la discussion qui s'est produite sur ce projet à la Chambre a fait l'objet de débats très longs, où chacun a pu faire valoir son point de vue, et des amendements venant de tous les horizons politiques ont été admis.

Il croit qu'il n'est pas nécessaire que le Ministre de la Défense Nationale soit présent. Il renvoie l'intervenant au rapport très complet qui a été fait à la Chambre.

La Commission a alors marqué son accord pour se passer de la présence du Ministre de la Défense Nationale; la motion d'ajournement mise aux voix a été rejetée par 9 voix contre 4.

* *

Le Ministre a fait un exposé qui peut se résumer comme suit :

Ce projet a un triple but :

1^o Modifications techniques à la loi de milice de 1951 : objet principal;

2^o Création d'un contingent spécial;

3^o Organisation du volontariat féminin.

Premier objectif : modifications techniques.

Certaines dispositions techniques aggravent les conditions de certaines catégories.

C'est ainsi qu'il y aura prolongation de service parallèlement aux punitions graves en ce qui concerne les officiers. Le nombre de jours que le milicien pourra passer au centre de recrutement est porté de six à dix jours. L'âge auquel la dispense (affectation au contingent spécial) est accordée aux étrangers devenus Belges, est porté de 23 à 28 ans. La durée du service des officiers de réserve est précisée.

Toutes les autres dispositions techniques sont favorables aux miliciens. Le nombre de sursis et les motifs de ceux-ci sont élargis. Un délai réservé

Algemene bespreking.

Een lid stelde onmiddellijk voor de bespreking van het ontwerp te verdagen omdat men, volgens hem, de conclusiën van de Gemengde militaire Commissie, die haar werkzaamheden niet heeft beëindigd, diende af te wachten. Hij vroeg dat, zo de Commissie besloot de bespreking toch voor te zetten de Minister van Landsverdediging of een verantwoordelijk ambtenaar aanwezig zou zijn.

De Minister heeft geantwoord dat hij zich tegen de verdaging van de bespreking verzettede omdat de dienstplichtwet los staat van de conclusiën van de Gemengde Militaire Commissie; het ontwerp strekt slechts tot verbetering en tot nadere omschrijving van een bestaande wet.

De Minister wijst er op dat dit ontwerp omstandig werd besproken in de Kamer, waar eenieder zijn standpunt heeft kunnen verdedigen en waar amendementen van al de politieke fracties zijn aangenomen.

Zijns inziens is de aanwezigheid van de Minister van Landsverdediging niet vereist. Hij verwijst het lid naar het zeer volledige verslag dat in de Kamer is uitgebracht.

De Commissie heeft er dan mede ingestemd dat de Minister van Landsverdediging niet zou aanwezig zijn; de motie tot verdaging werd in stemming gebracht en met 9 tegen 4 stemmen verworpen.

* *

De Minister hield een betoog dat als volgt kan worden samengevat :

Het ontwerp heeft een drievoudig doel :

1^o Technische wijzigingen aan te brengen in de dienstplichtwet van 1951 : hoofddoel;

2^o Instelling van een speciaal contingent;

3^o Invoering van het vrouwelijke vrijwilligerschap.

Eerste doel : technische wijzigingen.

Sommige technische bepalingen verzwaren de toestand van bepaalde categorieën.

Aldus wordt, voor de officieren die zware straffen hebben opgelopen, de dienstdadigheid verlengd in verhouding tot de straf. Het aantal dagen dat de dienstplichtige in het recruteringscentrum kan verblijven wordt van 6 op 10 gebracht. De leeftijd waarop de Belg geworden vreemdelingen worden vrijgelaten (aanwijzing voor het speciale contingent), wordt van 23 op 28 jaar gebracht. De duur van de dienst van de reserveofficieren wordt nader bepaald.

Al de andere technische bepalingen zijn gunstig voor de dienstplichtigen. Het aantal uitstellen wordt vergroot en de gronden er van verruimd. Er wordt

au Ministre de l'Intérieur pour introduire son recours en cassation contre une décision d'une juridiction de milice est institué et le Ministre doit prendre parti dans les trois mois. La notion de l'état de besoin est précisée.

En ce qui concerne les études du cours du soir et du dimanche, il n'est rien prévu. A ce sujet, il y a eu des abus. C'est pourquoi il faut se montrer plus sévère.

Les sursis pour les universitaires sont prolongés.

C'est la raison pour laquelle l'âge limite des obligations militaires a été porté de 38 à 45 ans, mais toujours avec un terme de 15 ans.

Ce projet réduit à quatre ans le temps durant lequel la personne dont le milicien est le soutien l'a eu à sa charge.

Des dispositions prévoient le contrôle par des médecins des personnes dont le milicien allègue l'état de santé lui permettant de se considérer comme leur soutien.

Deuxième objectif : création d'un contingent spécial. Depuis 1951, ceux qui sont dispensés du service actif doivent prêter le samedi et le dimanche; ils sont appellables sous les armes en cas de guerre.

Des contestations ont surgi en ce qui concerne le statut de ces personnes; on se demandait si elles étaient civiles ou militaires. La question est tranchée dans le sens du statut « militaire ». En effet, celui qui bénéficie de cette faveur doit être soumis aux obligations militaires. La question est tranchée par le fait que la loi prévoit maintenant deux contingents, le normal et le spécial.

Il a été demandé, compte tenu de ce que tous les dispensés ne seront pas appelés à effectuer les prestations imposées aux miliciens du contingent spécial, qu'un ordre de priorité soit établi en tenant compte des conditions familiales. Ce n'est pas possible.

La loi de 1951 ne prévoyait à ce sujet aucune règle. Le Ministre de la Défense Nationale tiendra compte des possibilités dans l'application de la loi.

En ce qui concerne les prestations dans la G. T. A., elles seront plus nombreuses au début de l'instruction qu'à la fin, et ce dans le but de rendre ce service plus efficace.

Troisième objectif : volontariat féminin.

C'est une innovation pour la Belgique. Il s'applique cependant dans tous les autres pays faisant partie de l'O.T.A.N.

Au moment où l'on revoit la loi sur la milice, il est nécessaire de prévoir des unités féminines.

A la Chambre, des précautions spéciales de même que des garanties ont été réclamées. L'article 45 du projet précise ces garanties. L'âge de l'engagement a été porté de 16 à 18 ans.

een termijn bepaald waarbinnen de Minister van Binnenlandse Zaken cassatieberoep kan instellen tegen een beslissing van een rechtscollège in militie-zaken : bif moet handelen binnen drie maanden. Het begrip staat van behoefte wordt omschreven.

Ten aanzien van avond- en zondagstudiën is niets voorzien. Op dit gebied zijn er misbruiken geweest en daarom moet men strenger zijn.

Het uitstel voor de universitaires wordt verlengd.

Daarom ook wordt de leeftijdsgrens voor de militaire verplichtingen van 38 op 45 jaar gebracht, hoewel de termijn gehandhaafd blijft op vijftien jaar.

Het ontwerp beperkt tot vier jaren de tijd tijdens welke de dienstplichtige te laste moet geweest zijn van de persoon wiens steun hij is.

Het voorziet in een geneeskundige contrôle van de personen, wier gezondheidstoestand door de dienstplichtige wordt aangevoerd om zich als hun steun te beschouwen.

Tweede doel : instelling van een speciaal contingent. Sinds 1951 moeten degenen die vrijgelaten zijn van werkelijke dienst, 's Zaterdags en 's Zondags opkomen en kunnen zij in geval van oorlog onder de wapens worden geroepen.

Omtrent het statuut van deze personen waren betwistingen gerezen : men vroeg zich af of ze burgers dan wel militairen waren. De knoop wordt doorgehakt in de zin van het « militair » statuut. Degenene die deze gunst geniet moet immers aan de militaire dienstplicht worden onderworpen. De oplossing ligt besloten in het feit dat de wet thans twee contingents, het normale en het speciale, instelt.

Aangezien niet alle vrijgelatenen opgeroepen zullen worden voor dienstverstrekingen in het speciale contingent, werd gevraagd een orde van voorrang op te maken met inachtneming van de gezinsomstandigheden. Dit is niet mogelijk.

De wet van 1951 bepaalde ten deze geen enkele regel. De Minister van Landsverdediging zal bij de tenuitvoerlegging van de wet rekening houden met de mogelijkheden.

De dienstverstrekingen in de T.W.L. zullen talrijker zijn in het begin van de opleiding dan aan het einde, omdat men deze dienst doeltreffender wenst te maken.

Derde doel : vrouwelijk vrijwilligerschap.

Dit is voor België iets nieuws, terwijl het wel bestaat in al de andere landen die deel uitmaken van de N.A.V.O.

Op het ogenblik dat men de dienstplichtwet herzielt, is het noodzakelijk vrouwelijke eenheden te voorzien.

In de Kamer werden bijzondere voorzorgen en waarborgen geëist. Artikel 45 bepaalt die waarborgen. De dienstnemingsleeftijd werd van 16 op 18 jaar gebracht.

Le Ministre rappelle que depuis plusieurs années déjà, les femmes ont été admises dans certains services auxiliaires de l'armée.

Le projet n'est donc qu'une confirmation et une extension de la situation actuelle. Il est à remarquer que le projet ne consacre d'ailleurs pas l'institution proprement dite du volontariat; il se borne à conférer au Ministre de la Défense Nationale le pouvoir de l'instaurer.

Le Ministre insiste sur le fait que le recrutement des femmes à l'armée doit surtout être envisagé dans l'hypothèse d'une guerre. Dans une guerre totale, il ne serait pas possible de ne pas faire appel aux femmes, qui se sont révélées pour certains travaux, plus aptes que les hommes. Il en fut notamment ainsi dans les services d'alerte et de radar.

La difficulté c'est de décrire l'unité combattante; puisqu'aussi bien personne ne souhaite que les femmes portent les armes la Chambre des Représentants s'est arrêtée à l'acceptation de groupes de combat, dont les femmes seront en tout cas exclues.

De toute façon elles ne porteront pas les armes.

La loi indique qu'il y aura des unités féminines autonomes avec hiérarchie féminine.

Il faut surtout voir les modalités pratiques.

En cas de guerre, il faudra, qu'on le veuille ou non, faire appel aux femmes; le contraire nous placerait dans des conditions mauvaises. Si nous avons un cadre, ce sera beaucoup mieux pour les initier à leur travail. Il y a de nombreux exemples de la dernière guerre.

On fait valoir dans les critiques que les femmes ne sont pas faites pour faire la guerre..., les hommes non plus; personne ne désire se battre.

Il n'entre pas immédiatement dans les intentions du Ministre de la Défense Nationale d'instaurer le volontariat féminin. Il tiendra compte de l'avis de la Commission mixte. Ce qu'on demande c'est qu'on inscrive cette possibilité dans la loi. Si le Parlement devait rejeter cette initiative, ce geste serait vu d'un mauvais œil par nos partenaires de l'O.T.A.N., qui y verraient un refus de nous aligner sur une mesure adoptée dans tous ces pays sans distinction.

En terminant, le Ministre déclare formellement que dans le cadre de l'O.T.A.N., notre pays n'a pris aucun engagement au sujet du volontariat féminin.

Un commissaire déclare qu'il a écouté avec beaucoup d'intérêt l'exposé du Ministre, mais il n'est pas convaincu. Il regrette que c'est avec une certaine hâte qu'on doive traiter de cette importante question. Il estime qu'on aurait dû attendre les décisions de la Commission militaire mixte avant de discuter le projet actuel.

Il convient que le Ministre a déjà fait certaines concessions, mais il ne peut se rallier à son projet.

De Minister herinnert er aan dat sedert verscheidene jaren vrouwen in bepaalde hulpdiensten van het leger worden aangenomen.

Het ontwerp is dus slechts een bekrachtiging en een uitbreiding van de huidige toestand. Aan te stippen valt dat het ontwerp de eigenlijke instelling van het vrijwilligerschap niet bevestigt: het verleent alleen aan de Minister van Landsverdediging de bevoegdheid om het in te stellen.

De Minister legt de nadruk op het feit dat de aanwerving van vrouwen bij het leger vooral moet beschouwd worden in de onderstelling van een oorlog. In een totale oorlog zou het onmogelijk zijn geen beroep te doen op de vrouwen, die voor bepaalde taken geschikter zijn gebleken dan de mannen. Dit was o.m. het geval in de alarm- en radardiensten.

De grote moeilijkheid bestaat er in uit te maken wat een strijdende eenheid is; aangezien niemand wenst dat de vrouwen de wapens dragen heeft de Kamer van Volksvertegenwoordigers bepaald dat de vrouwen in geen geval ingedeeld zullen worden bij gevechtsgroepen.

Hoe dan ook, zij zullen de wapens niet dragen.

De wet vermeldt dat er zelfstandige vrouwelijke eenheden met een vrouwelijke hiërarchie zullen zijn.

Men moet vooral de praktische omstandigheden in acht nemen.

In geval van oorlog zal men goed- of kwaadschiks een beroep op de vrouwen moeten doen, zoniet zouden wij in een ongunstige positie verkeren. Indien wij over een kader beschikken, zullen zij gemakkelijker met hun werk vertrouwd gemaakt kunnen worden. De jongste oorlog biedt daar talrijke voorbeelden van.

Men heeft gezegd dat de vrouwen niet voor de oorlog gemaakt zijn..., de mannen ook niet, niemand verlangt te vechten.

De Minister van Landsverdediging heeft niet de bedoeling onmiddellijk het vrouwelijke vrijwilligerschap in te stellen. Hij zal rekening houden met het advies van de Gemengde Commissie. Er wordt alleen maar gevraagd dat die mogelijkheid in de wet opgenomen zou worden. Indien het Parlement dit initiatief zou verwerpen dan zou dit met een kwaad oog bekeken worden door onze N.A.V.O.-partners, die zulks zouden beschouwen als een weigering om een maatregel te aanvaarden die door al die landen zonder onderscheid is aangenomen.

Ten slotte verklaart de Minister uitdrukkelijk dat ons land in het kader van de N.A.V.O. geen enkele verplichting inzake het vrouwelijk vrijwilligerschap heeft aangegaan.

Een lid verklaart met veel aandacht de uiteenzetting van de Minister te hebben beluisterd, maar daardoor niet overtuigd te zijn. Hij betreurt het dat die belangrijke kwestie met een zekere spoed moet behandeld worden. Men had op de besluiten van de Gemengde militaire Commissie moeten wachten vooraleer het huidige ontwerp te behandelen.

Hij neemt aan dat de Minister reeds sommige toegevingen heeft gedaan, maar hij kan zich bij zijn ontwerp niet aansluiten.

Il rappelle que déjà en 1951, il a introduit une proposition tendant à défendre la position familiale des appelés. Ce projet, au contraire, méconnaît dans une trop large mesure la valeur morale des familles nombreuses.

Il reconnaît qu'il y a amélioration de certaines mesures et remercie le Ministre notamment pour les concessions faites aux familles nombreuses.

Il estime cependant ce projet imparfait, parce qu'il n'offre pas de garanties suffisantes aux étudiants versés au contingent spécial, et il regrette que les apprentis ne pourront plus bénéficier de sursis.

Il y a des choses qui devraient être redressées et notamment :

1^o le plafond des revenus pour l'octroi des sursis et l'affectation au contingent spécial comme soutien de famille.

2^o exonération dans le calcul des allocations familiales.

Le texte de la loi de 1951 est équivoque; il a fallu plus de deux ans pour établir une jurisprudence à ce sujet.

Le même membre déplore que la G.T.A. fasse faire des rappels nombreux et ennuyeux. Les gardes territoriaux se voient appelés à des prestations supplémentaires, qui ne sont pas compensées. Les familles nombreuses fournissent un grand nombre de ces serveurs.

A part les pays au-delà du rideau de fer, on a tendance à réduire le service militaire, et le projet en discussion ne prévoit rien dans cette hypothèse pour les G.T.A.

Il faudrait adapter la loi aux circonstances, en tenant compte du coût de la vie et notamment des allocations familiales, pour la détermination du plafond des ressources. La loi de 1951 permet au Ministre ces adaptations.

En ce qui concerne le contingent spécial, le même commissaire voudrait voir établir plus de justice dans les appels au service. Des personnes nécessaires au foyer sont appelées alors que d'autre ne le sont pas. Il faudrait mieux préciser les exemptions. Il annonce le dépôt d'un amendement à ce sujet.

Il souhaiterait que l'article 8 du projet soit rédigé de telle sorte que l'on ne tienne pas compte des revenus.

Il estime par exemple qu'un veuf avec enfants ne devrait pas être appelé, même dans le contingent spécial.

En ce qui concerne les étudiants, ce commissaire souhaite que des mesures soient prises afin de ne pas déranger les études. Il en est de même pour les contrats d'apprentissage; le nombre de sursis pour cette catégorie de bénéficiaires est trop petit.

Hij herinnert er aan dat hij reeds in 1951 een voorstel had ingediend ter bescherming van de gezinstoestand van de opgeroepen. Het huidige ontwerp, integendeel, miskent te veel de zedelijke waarde van de grote gezinnen.

Hij erkent dat sommige maatregelen verbeterd werden, en hij dankt de Minister met name voor de toegevingen ten voordele van de grote gezinnen.

Hij acht het ontwerp evenwel onvolledig omdat het niet genoeg waarborgen biedt voor de studenten die bij het speciale contingent worden ingedeeld, en hij betreurt het dat de leerjongens geen uitstel meer kunnen krijgen.

Sommige zaken zouden moeten worden rechtgezet, zoals :

1^o de inkomstengrens voor het verlenen van uitstel en de aanwijzing voor het speciale contingent als kostwinner;

2^o de vrijstelling bij de berekening van de kinderbijslagen.

De tekst van de wet van 1951 is dubbelzinnig en men heeft meer dan twee jaar nodig gehad om tot een vaste rechtspraak op dit gebied te komen.

Hetzelfde lid betreurt het dat de T.W.L. zoveel hinderlijke wederoproeping verricht. De territoriale wachten worden opgeroepen voor aanvullende dienstverstrekingen, die niet worden gecompenseerd. De grote gezinnen leveren een groot aantal van deze wachters.

Met uitzondering van de landen aan de overzijde van het IJzeren Gordijn, is er een strekking om de militaire dienst te verminderen en het ontwerp voorziet in dit geval niets voor de T.W.L.

Men moet de wet aanpassen aan de omstandigheden en bij de bepaling van de inkomstengrens rekening houden met de kosten van levensonderhoud en o.m. met de kinderbijslag. Krachtens de wet van 1951 kan de Minister deze aanpassingen doorvoeren.

Wat het speciale contingent betreft, dringt hetzelfde lid aan op meer billijkheid bij de oproeping. Sommige personen, die in hun gezin nodig zijn, worden opgeroepen, terwijl andere personen niet worden opgeroepen. De vrijstellingen zouden nader moeten worden bepaald. Hij kondigt aan dat een desbetreffend amendement zal worden ingediend.

Hij wenst dat artikel 8 van het ontwerp geen rekening zou houden met de inkomsten.

Hij is bij voorbeeld van oordeel dat een weduwnaar met kinderen niet moet worden opgeroepen, zelfs niet voor het speciale contingent.

Wat betreft de studenten wenst het lid dat maatregelen getroffen worden om de studiën niet te hinderen. Dit geldt ook ten opzichte van de leercontracten; het aantal uitstellen voor deze categorie van begunstigten is al te gering.

En ce qui concerne le volontariat féminin, il se montre entièrement hostile. Il faut tenir compte de la situation de la femme, qui appartient toujours au sexe faible. Il accepte l'argument du Ministre en ce qui concerne le travail des femmes à l'usine; il ajoute qu'il y a d'autres lieux de perdition.

Il estime que si jamais le volontariat féminin doit se réaliser, il faut être très sévère; il invoque à cet égard l'argumentation de certains mouvements féminins. Il faut donner des garanties aux jeunes filles et aux parents. Le contraire serait une atteinte grave à l'être de la femme. Il faut empêcher les femmes de combattre et il pose la question de savoir quel sera le statut de ces femmes quand elles seront prisonnières?

Il plaide en faveur du maintien de la situation actuelle. Il craint que les femmes volontaires faites prisonnières ne soient plus protégées par les conventions de Genève du fait qu'elles auront un statut militaire.

Le Ministre conteste ce point de vue et déclare au contraire que le fait qu'un statut soit applicable offre plus de garanties.

Un autre commissaire demande à entrer en possession des statistiques indiquant, par province, le nombre de sursis et surtout les sursis d'études avec le genre d'enseignement, du texte de la loi en vigueur, du projet de coordination d'arrêté qui serait pris en vertu du dernier article du projet en discussion.

Le Ministre promet de donner suite à ces demandes pour autant que les recherches ne nécessiteront pas un travail trop considérable.

Discussion des articles.

Article premier.

Un commissaire marque son accord sur le principe de la création d'un contingent spécial, mais insiste pour que les rappels soient réglementés pour éviter l'arbitraire. Il plaide des cas familiaux qui, à son sens, devraient être exemptés.

Le Ministre fait observer que des erreurs sont toujours possibles. Cependant, il rappelle les déclarations de son collègue de la Défense Nationale faites à la Chambre, qui a promis de tenir compte des situations spéciales. Le nombre des rappels est fonction des nécessités de la défense aérienne. L'égalité absolue entraînerait des rappels non justifiés par les nécessités du service.

Il signale que le nombre des rappels a été ramené de 240 à 160.

L'article 1^{er} est adopté par 7 voix et 6 abstentions.

Hij is scherp gekant tegen het vrouwelijke vrijwilligerschap. Men dient rekening te houden met de toestand van de vrouw, die toch altijd van het zwakke geslacht is. Hij neemt het argument van de Minister aan wat betreft de arbeid van de vrouwen in de fabriek en voegt hieraan toe dat er andere oorden van verderf zijn.

Hij is van oordeel dat men, wanneer het vrouwelijke vrijwilligerschap ooit tot stand komt, zeer streng moet zijn; hij verwijst in dit verband naar de zienswijze van sommige vrouwenbewegingen. De jonge meisjes en de ouders moeten waarborgen krijgen, zoniet tast men het wezen van de vrouw erg aan. Men moet verhinderen dat de vrouwen vechten; hij vraagt welk statuut deze vrouwen zullen genieten wanneer ze krijgsgevangen zullen zijn.

Hij pleit voor de handhaving van de huidige toestand. Hij vreest dat de vrouwelijke vrijwilligers, die krijgsgevangen zijn genomen, niet meer door het Verdrag van Genève zullen worden beschermd omdat zij onder een militair statuut vallen.

De Minister betwist deze zienswijze en verklaart integendeel dat een statuut meer waarborgen biedt.

Een ander lid verzoekt om statistieken betreffende het aantal uitstellen per provincie en vooral betreffende de uitstellen wegens studiebelangen, onder opgave van het soort van onderwijs; hij vraagt in het bezit te komen van de tekst van de van kracht zijnde wet en van het ontwerp van het coördinatiebesluit, dat krachtens het laatste artikel van het behandelde ontwerp zal worden genomen.

De Minister belooft gevolg te zullen geven op deze vragen, voor zover de opzoekingen niet al te veel werk vragen.

Artikelsgewijze bespreking.

Eerste artikel.

Een lid betuigt zijn instemming met het principe van de oprichting van een speciaal contingent, maar dringt aan op een regeling van de wederoproeping om willekeur te vermijden. Hij neemt het op voor de gevallen waar de gezinsbelangen in het gedrang komen; in zulke gevallen zou, naar zijn mening, vrijstelling moeten worden verleend.

De Minister merkt op dat vergissingen altijd mogelijk zijn. Hij brengt echter de verklaringen in herinnering van zijn collega van Landsverdediging, die in de Kamer heeft beloofd dat rekening zal worden gehouden met de speciale gevallen. Het aantal wederoproeping hangt af van de noodwendigheden van de luchtverdediging. Het streven naar absolute gelijkheid zou leiden tot wederoproeping, die niet door de dienstonnoodwendigheden zijn gerechtvaardigd.

Hij wijst er op dat het aantal wederoproeping verminderd is van 240 tot 160.

Artikel 1 wordt aangenomen met 7 stemmen bij 6 onthoudingen.

Articles 2, 3 et 4.

Les articles 2, 3 et 4 sont adoptés par 7 voix et 6 abstentions.

Article 5.

A l'article 5, un commissaire regrette que le projet ne revise pas le montant de 20.000 francs prévu au deuxième alinéa de l'article 10 de la loi de 1951.

Le Ministre répond que l'amendement proposé à la Chambre et visant à majorer ce montant de 10.000 francs, a été rejeté parce que :

- 1^o le nombre de sursis serait fortement augmenté;
- 2^o l'indemnité de milice a été instaurée notamment pour diminuer le nombre de sursis;
- 3^o la loi de 1951 a conféré au Roi le droit de modifier le montant de 20.000 francs.

* * *

Le Ministre donne lecture de la note suivante :

« On s'est plaint de la divergence d'interprétation qui se constate dans les divers Conseils de Milice, divergence qui est cause d'injustices qui pratiquement sont rarement redressées par le Conseil Supérieur de Milice parce qu'en fait les jeunes gens timides et peu lettrés hésitent souvent à recourir à cette haute juridiction. En tout état de cause, il serait utile d'exposer, avec clarté et à l'intention de tous les intéressés, la jurisprudence actuelle du Conseil supérieur de Milice.

« La déclaration de ressources qui doit être déposée à l'appui de toute demande de sursis et de dispense (modèle n^o 15) contient déjà des indications précieuses sur la manière de déterminer le montant des ressources.

« Cette déclaration contient trois tableaux.

« Le tableau I est à remplir par les parents du demandeur ou personnes assimilées. Le tableau II par le contrôleur des contributions du ressort et le tableau III par le secrétaire rapporteur du Conseil de Milice.

RESSOURCES IMMOBILIÈRES.

« Sous le littéra *a* du tableau I il faut indiquer le montant du revenu brut (loyers et autres avantages) des propriétés bâties, possédées au cours de l'année précédant l'introduction de la demande.

« Sous le littéra *b* du tableau I, il faut indiquer les mêmes mentions pour les propriétés non bâties.

JURISPRUDENCE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE MILICE.

I. — *Revenu immobilier.*

1^o Immeubles donnés en location.

« Pour déterminer le revenu net des immeubles donnés en location, le Conseil supérieur de Milice

Artikelen 2, 3 en 4.

De artikelen 2, 3 en 4 worden aangenomen met 7 stemmen bij 6 onthoudingen.

Artikel 5.

In verband met artikel 5 betreurt een lid het dat het ontwerp geen wijziging brengt in het bedrag van 20.000 frank in het tweede lid van artikel 10 van de wet van 1951.

De Minister antwoordt dat het in de Kamer ingediende amendement tot verhoging van dit bedrag met 10.000 frank, verworpen werd omdat :

- 1^o het aantal uitstellen gevoelig zou stijgen;
- 2^o de militievergoeding onder meer werd ingevoerd om het aantal uitstellen te verminderen;
- 3^o de Koning, krachtens de wet van 1951, het bedrag van 20.000 frank kan wijzigen.

* * *

De Minister geeft dan voorlezing van de volgende nota :

« Men beklaagt er zich over dat een verschil van interpretatie wordt vastgesteld in de verschillende militieraden, verschil dat oorzaak is van onrechtvaardigheden, die praktisch zelden door de Hoge Militieraad worden ongedaan gemaakt, daar in feite de bedeesde en weinig geletterde jongelieden veelal aarzelen bij dit hoog rechtscollege beroep in te stellen, zodat het alleszins dienstig zou zijn ten gerieve van alle belanghebbenden, de thans door de Hoge Militieraad gevolgde rechtspraak duidelijk uiteen te zetten.

« De inkomstenaangifte, welke tot staving van elke aanvraag om uitstel of om vrijlating dient overgelegd (model n^o 15), bevat reeds waardevolle aanwijzingen nopens de wijze waarop het bedrag van de inkomsten wordt bepaald.

« Deze aangifte omvat drie tabellen.

« Tabel I moet ingevuld worden door de ouders van de aanvrager of de met deze gelijkgestelde personen. Tabel II door de controleur der belastingen van het gebied en Tabel III door de secretaris-verslaggever van de Hoge Militieraad.

INKOMSTEN UIT ONROERENDE GOEDEREN.

« Onder letter *a* van Tabel I dient opgegeven het bedrag der bruto-inkomsten (huur en andere voordelen) uit de gebouwde eigendommen, welke men bezat in de loop van het jaar voorafgaande aan de datum waarop de aanvraag wordt ingediend.

« Onder letter *b* van Tabel I, moeten dezelfde opgaven, wat de ongebouwde eigendommen betreft, worden gedaan.

RECHTSPRAAK VAN DE HOGE MILITIERAAD.

I. — *Inkomsten uit onroerende goederen.*

1^o Verhuurde onroerende goederen.

« Voor de vaststelling van het netto-inkomen uit verhuurde onroerende goederen, houdt de Hoge

prend en considération les loyers réellement perçus sous déduction de 1/5^e ou de 1/10^e selon qu'il s'agit de propriétés bâties ou non bâties ainsi qu'il est d'ailleurs dit au tableau III.

2^o Immeuble occupé par le propriétaire.

» Le Conseil prend en considération le revenu cadastral de l'immeuble ou de la partie de l'immeuble dont le propriétaire a l'usage, l'usufruit ou l'habitation.

» Ce revenu cadastral ne subit plus aucune déduction car il constitue déjà un revenu net en vertu de l'article 5, § 2, des lois coordonnées sur les revenus.

II. — *Allocations familiales.*

» Ces allocations sont considérées comme tombant sous la rubrique de l'article 10, § 2, 1^o, alinéa 10, qui vise « tout autre revenu net quelle qu'en soit la source ». Le terme « net » étant entendu dans l'acceptation qui lui est donnée par les lois relatives aux impôts sur les revenus.

» Un arrêt de la Cour de Cassation, 2^{me} Chambre, datée du 4 avril 1955 (Aff. Caprasse Guy) confirme la jurisprudence du Conseil Supérieur de Milice à cet égard et il attribue aux allocations familiales le caractère d'un *revenu net*.

PENSIONS, RENTES ET INDEMNITÉS.

» Seules les pensions alimentaires et les pensions qui sont le produit du travail, c'est-à-dire pour la constitution desquelles l'intéressé a effectué des versements, bénéficient de la déduction d'un quart pour en établir le montant net. Il en est de même des rentes et indemnités qui ont été constituées par des versements effectués par les intéressés (voir arrêt de la Cour de Cassation, 2^{me} Chambre, du 14 février 1955, en cause Dachelet).

» Il serait possible d'adresser une circulaire aux gouverneurs de province pour signaler et souligner cette jurisprudence avec prière d'en faire part aux secrétaires rapporteurs des Conseils de Milice avec invitation pour ceux-ci de s'en inspirer dans les propositions qu'ils doivent formuler pour le Conseil.

» A cette occasion, il pourrait être rappelé aux gouverneurs qu'ils ont un droit d'appel contre toute décision qui leur semble contraire à la loi et qu'ils sont invités à faire usage de ce droit même lorsqu'ils doivent agir dans l'intérêt exclusif du milicien. »

* * *

Militieraad rekening met de werkelijk ontvangen huurgelden onder aftrek van 1/5^e of 1/10^e naar gelang het gebouwde of ongebouwde eigendommen betreft, zoals trouwens in Tabel III gezegd.

2^o Door de eigenaar betrokken of gebruikt onroerend goed.

» De Raad houdt rekening met het kadastraal inkomen van het onroerend goed of van het gedeelte van het onroerend goed waarvan de eigenaar het gebruik, het vruchtgebruik of de bewoning heeft.

» Dit kadastraal inkomen wordt hoegenaamd niet meer verminderd, daar het reeds een netto-inkomen geldt krachtens artikel 5, § 2 van de samengeschakelde wetten op de inkomstenbelastingen.

II. — *Kinderbijslagen.*

» Deze bijslagen worden beschouwd als vallende onder de rubriek van artikel 10, § 2, 1^o, lid 10, waarbij bedoeld zijn « alle andere netto-inkomsten ongeacht de bron », met dien verstande dat « netto » dient verstaan in de betekenis die dat woord heeft in de wetten op de inkomstenbelastingen.

» Een arrest van het Hof van Verbreking, 2^e Kamer, dd. 4 April 1955 (Zaak Caprasse Guy) bevestigt de rechtspraak van de Hoge Militieraad ten deze en verleent aan de kinderbijslagen het karakter van een *netto-inkomen*.

PENSIOENEN, RENTEN EN VERGOEDINGEN.

» Alleen op de alimentatiegelden en de pensioenen die de opbrengst zijn van de arbeid, d.w.z. voor de vorming waarvan de belanghebbende stortingen heeft verricht, wordt de vermindering van 1/4 toegepast om er het netto-bedrag van te bepalen. Hetzelfde geldt voor de renten en vergoedingen die gevormd werden door middel van stortingen verricht door de belanghebbenden (zie arrest van het Hof van Verbreking, 2^e Kamer, dd. 14 Februari 1955, in zake Dachelet).

» Het ware mogelijk een omzendbrief tot de provinciegouverneurs te richten om op deze rechtspraak te wijzen en nadruk te leggen, met verzoek ze aan de secretarissen-verslaggevers mede te delen en deze laatsten er toe aan te zetten zich er door te laten leiden in de voorstellen welke zij aan de Raad moeten voorleggen.

» Te dezer gelegenheid zouden de gouverneurs er kunnen worden aan herinnerd dat zij een recht van beroep bezitten tegen iedere beslissing welke hun strijdig lijkt met de wet, met het verzoek van dat recht gebruik te maken zelfs wanneer zij uitsluitend in het belang van de dienstplichtige dienen op te treden. »

* * *

Un commissaire signale que la loi précédente prévoit la variation des revenus par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres; on pourrait le faire au moment opportun.

Un membre demande à ce que la question des sursis pour les ouvriers et employés qui suivent les cours des écoles supérieures du soir et du dimanche, soient admises. Jusqu'ici on s'est montré large, le projet actuel ne prévoit rien, et il craint pour les intéressés et la viabilité des écoles en cause.

Le Ministre promet de s'intéresser à cette question qui dépend également de son collègue de l'Instruction publique et il fixera le Sénat à ce sujet.

Un autre membre revient à charge en ce qui concerne les ressources prises en considération pour les exemptions. Le Ministre donne lecture de la lettre qu'il a adressée au Président de la Ligue des familles Nombreuses, et qui démontre que ces chiffres actuels donnent de larges satisfactions. Ce même membre remercie le Gouvernement pour ce qu'il a bien voulu faire en faveur des missionnaires.

L'article est adopté par 7 voix et 7 abstentions, après que le Ministre a déclaré que d'accord avec son collègue de l'Instruction Publique, il présentera aux Chambres un projet prévoyant le bénéfice d'un sursis pour l'enseignement supérieur aux étudiants de l'enseignement technique supérieur.

Article 6.

L'article 6 est adopté par 7 voix et 7 abstentions après une mise au point en ce qui concerne le déménagement éventuel d'un G.T.A., loin de son centre d'attache. Le Ministre a déclaré que dans ce cas, le G.T.A. sera rattaché à une autre unité.

Article 7.

Article 7, admis par 7 voix et 7 abstentions après qu'un commissaire ait fait observer qu'il n'y avait plus d'exemptions pour les familles de 4 personnes. Il demande si les exemptions prévues antérieurement sont supprimées, non dit le Ministre. Et en ce qui concerne les familles de 4 enfants la législation est antérieure à ce projet.

Le commissaire insiste sur la situation des familles nombreuses et des services qu'elles peuvent rendre au pays. Le pays doit rendre hommage à ces familles.

Een lid wijst er op dat de vorige wet de mogelijkheid voorzag bij een in Ministerraad overlegd besluit rekening te houden met een wijziging in de inkomsten; dit zou te gelegener tijd kunnen geschieden.

Een lid vraagt dat uitstel zou worden verleend aan de arbeiders en bedienden die de lessen volgen van de hogere avond- en zondagscholen. Tot dusver heeft men zich ruim betoond, doch het huidig ontwerp voorziet ten deze niets en het lid vreest dat de belangen van de betrokkenen en de leefbaarheid van die scholen in het gedrang komen.

De Minister belooft die kwestie, die ook van zijn collega van Openbaar Onderwijs afhangt, te onderzoeken en de Senaat daarover in te lichten.

Een ander lid komt terug op de inkomsten welke voor de vrijstellingen worden in aanmerking genomen. De Minister geeft lezing van de brief die hij aan de Voorzitter van de Bond van de Grote Gezinnen heeft gestuurd en waaruit aan de hand van cijfers blijkt, dat in een groot aantal gevallen voldoening wordt geschonken. Ditzelfde lid dankt de Regering voor wat zij ten voordele van de missionarissen heeft gedaan.

Het artikel wordt met 7 stemmen en bij 7 onthoudingen aangenomen nadat de Minister heeft verklaard dat hij, in overleg met zijn collega van Openbaar Onderwijs, bij de Kamers een ontwerp zal indienen om uitstel voor hoger onderwijs te verlenen aan de studenten van het hoger technisch onderwijs.

Artikel 6.

Artikel 6 wordt aangenomen met 7 stemmen bij 7 onthoudingen, na een toelichting wat betreft de eventuele overplaatsing van een T.W.L. ver van zijn basis. De Minister heeft verklaard dat de T.W.L. in dit geval aan een andere eenheid verbonden zal worden.

Artikel 7.

Artikel 7 wordt met 7 stemmen bij 7 onthoudingen aangenomen, nadat een lid heeft opgemerkt dat er geen vrijstelling meer is voor de gezinnen van vier personen. Hij vraagt of de vroeger voorziene vrijstellingen vervallen. De Minister antwoordt ontkennend. Wat de gezinnen met vier kinderen betreft, is de wetgeving ouder dan dit ontwerp.

De Minister legt de nadruk op de toestand van de grote gezinnen en op de diensten die zij aan het land kunnen bewijzen. Aan die gezinnen moet hulde worden gebracht.

Au sujet de l'article 7, le Ministre communique encore les renseignements suivants :

Montant des revenus bruts qui forment obstacle à l'obtention de la dispense pour cause morale en qualité d'inscrit ayant au moins cinq frères et sœurs en vie.

In verband met artikel 7 verstrekt de Minister nog de volgende inlichtingen :

Bedrag van de bruto-inkomsten waarboven geen vrijlating op morele grond kan worden verleend als ingeschrevene met ten minste vijf broeders of zusters in leven.

Loi du 15 février 1937. — <i>Wet van 15 Februari 1937</i>						Personnes à charge du père ou de la mère — <i>Personen ten laste van de vader of de moeder</i>	Loi du 15 juin 1951 (art. 12-1 ^o) — <i>Wet van 15 Juni 1951</i> (art. 12-1 ^o)	
Communes. — <i>Gemeenten</i>							Net — <i>Netto</i>	Brut — <i>Bruto</i> (1)
Moins de 5.000 — <i>Minder dan 5.000</i>		5.000 à 30.000 — 5.000 tot 30.000		Plus de 30.000 — <i>Meer dan 30.000</i>				
Net — <i>Netto</i>	Brut — <i>Bruto</i> (1)	Net — <i>Netto</i>	Brut — <i>Bruto</i> (1)	Net — <i>Netto</i>	Brut — <i>Bruto</i> (1)			
10.000	13.333	12.000	15.750	15.000	18.750	0	60.000	80.000
12.000	15.750	14.400	18.150	18.000	22.500	1	75.000	100.000
14.000	17.750	16.800	21.000	21.000	26.250	2	90.000	120.000
16.000	20.000	19.200	24.400	24.000	30.000	3	105.000	140.000
20.000	25.000	23.200	29.000	28.000	35.000	4	120.000	160.000
24.000	30.000	27.200	34.000	32.000	40.000	5	135.000	180.000
30.000	37.500	33.200	42.000	38.000	47.500	6	150.000	200.000
36.000	45.000	39.200	49.000	44.000	55.000	7	165.000	220.000

(1) Le forfait des charges professionnelles dont il a été tenu compte ne vise que les salariés et les professions libérales qui demandent le calcul forfaitaire des charges professionnelles déductibles; ce forfait a été calculé uniformément à 25 p. c.
— Het forfaitair bedrag van de beroepsuitgaven welke hierboven in rekening zijn gebracht geldt alleen voor de loontrekkenden en de vrije beroepen die de forfaitaire berekening van de aftrekbare beroepslasten aanvragen; dit forfaitair bedrag werd eenvormig op 25 pct. berekend.

Nombre de dépenses pour cause morale en qualité d'inscrit ayant au moins cinq frères et sœurs en vie.

Accordées en 1955	2.878
Accordées en 1956	2.845
Accordées en 1957	2.808
Demandées pour 1958	2.740

Il indique que le plafond ancien prévu à la loi du 15 février 1937 fixé à 55.000 a été porté par la loi du 15 juin 1957 à 220.000 pour une famille ayant 7 personnes à charge. Cela répond au coefficient quatre généralement admis pour justifier l'augmentation du coût de la vie.

L'article 7 est adopté par 7 voix et 7 abstentions.

Article 8.

A l'article 8, le même commissaire regrette que l'on tienne compte du plafond de 60.000 francs + 15.000 francs pour personnes à charge. Il se plaint de ce qu'il n'y a pas d'exemption pour le contin-

Aantal vrijlatingen op morele grond als ingeschrevene met ten minste vijf broeders of zusters in leven.

Toegestaan in 1955	2.878
Toegestaan in 1956	2.845
Toegestaan in 1957	2.808
Aangevraagd voor 1958	2.740

Hij wijst er op dat het vroeger maximum-bedrag dat bij de wet van 15 Februari 1937 op 55.000 frank was vastgesteld, door de wet van 15 Juni 1951 verhoogd is tot 220.000 frank voor een gezin met 7 personen ten laste. Dit stemt overeen met de coëfficiënt 4, die gewoonlijk als maatstaf wordt aangenomen voor de stijging van de kosten van levensonderhoud.

Artikel 7 wordt aangenomen met 7 stemmen bij 7 onthoudingen.

Artikel 8.

Bij artikel 8, betreurt hetzelfde lid het dat rekening wordt gehouden met de grens van 60.000 fr. + 15.000 frank voor de personen ten laste. Het spijt hem dat er geen vrijstelling voorzien is voor het

gent spécial. Il plaide le cas des familles nombreuses en regard des sursis prévus.

Le Ministre répond que les dispenses du chef de trois services de frères n'entraient pas dans le cycle des exemptions. On est arrivé à un *modus vivendi*.

Le commissaire insiste et demande au Ministre de réfléchir. Le Ministre ne peut accepter d'amendement à ce sujet, et ne peut suivre la suggestion qui lui est faite.

L'article 8 est admis par 7 voix et 7 abstentions.

Articles 9 et 10.

Les articles 9 et 10 sont adoptés dans les mêmes conditions.

Article 11.

Un commissaire demande qu'une phrase soit ajoutée, prévoyant une large interprétation du texte.

Le Ministre demande de ne pas insister. Il déclare que le projet ne fait que préciser la portée de l'alinéa 2 de l'article 17 de la loi afin de limiter les abus. Il est à remarquer que les précisions apportées au texte ne sont pas cumulatives. L'expression « aide constante », ne doit pas être comprise dans le sens d'« aide permanente ».

L'article 11 est adopté par 7 voix et 7 abstentions.

Articles 12 à 38.

Les articles 12 à 38, ne soulèvent aucune observation et sont adoptés par 7 voix et 7 abstentions.

Article 39.

L'article 39, nécessite de la part d'un membre des commentateurs, il craint, de laisser l'impression que le Roi dispose d'un pouvoir absolu en la matière.

Le Ministre reconnaît que cet article peut ouvrir la voie à l'arbitraire; il estime cependant que l'expérience des deux guerres nous a enseigné que cette disposition était indispensable.

Le même commissaire pose la question de savoir si la captivité sera comptée comme temps de service. Le prisonnier devra-t-il continuer son service après sa libération? Non dit M. le Ministre, si l'intéressé a épuisé son temps de service.

Cet article est adopté par 7 voix et 7 abstentions.

Articles 40 à 44.

Les articles 40 à 44 ne soulèvent pas de discussion et sont admis par 7 voix et 7 abstentions.

speciale contingent. Hij neemt het op voor de grote gezinnen in verband met de voorziene uitsstellen.

De Minister antwoordt dat de vrijlatingen wegens drie broederdiensten niet opgenomen waren in de cyclus van de vrijstellingen. Een *modus vivendi* werd bereikt.

Het lid dringt aan en vraagt aan de Minister er over na te denken. De Minister kan geen amendement op dit punt aanvaarden en kan dus geen gevolg geven aan de naar voren gebrachte suggestie.

Artikel 8 wordt aangenomen met 7 stemmen bij 7 onthoudingen.

Artikelen 9 en 10.

De artikelen 9 en 10 worden in dezelfde voorwaarden aangenomen.

Artikel 11.

Een lid stelt voor aan dit artikel een zin toe te voegen die een ruime interpretatie van de tekst zou voorzien.

De Minister vraagt dat daarop niet aangedrongen zou worden. Hij verklaart dat het ontwerp alleen de werkingssfeer van lid 2 van artikel 17 van de wet verduidelijkt ten einde misbruiken te voorkomen. Aan te stippen valt dat de ophelderingen bij de tekst niet cumulatief zijn. Onder het woord « bijstand » moet men niet verstaan « permanente bijstand ».

Artikel 11 wordt aangenomen met 7 stemmen bij 7 onthoudingen.

Artikelen 12 tot 38.

De artikelen 12 tot 38 geven geen aanleiding tot opmerkingen en worden met 7 stemmen bij 7 onthoudingen aangenomen.

Artikel 39.

In verband met artikel 39 vreest een lid dat de indruk zou gewekt worden dat de Koning ter zake over een absolute macht beschikt.

De Minister geeft toe dat dit artikel de weg kan openen voor willekeur; hij meent evenwel dat de ervaring van twee oorlogen ons heeft geleerd dat deze bepaling onontbeerlijk is.

Hetzelfde lid vraagt of de krijgsgevangenschap als dienstdtijd zal worden beschouwd. Zal de krijgsgevangene zijn dienst moeten voortzetten na zijn bevrijding? Neen, aldus de Minister, indien de belanghebbende zijn dienstermijn heeft voltooid.

Dit artikel wordt aangenomen met 7 stemmen bij 7 onthoudingen.

Artikelen 40 tot 44.

De artikelen 40 tot 44 geven geen aanleiding tot bespreking en worden aangenomen met 7 stemmen bij 7 onthoudingen.

Article 45.

Un commissaire insiste une fois de plus sur le fait qu'il s'oppose pour des raisons d'ordre moral à l'incorporation de jeunes filles à l'armée.

Un autre membre insiste dans le même sens. Il est inutile de prévoir le volontariat féminin, alors que l'on semble de plus en plus s'orienter vers une armée de métier. La femme dit-il, ne doit pas voir développer ses instincts guerriers. Il réclame un statut civil, puisqu'elle ne sera pas dans les unités combattantes. Il s'élève contre le volontariat, en raison même de ce que l'armée est faite pour se battre; cela appartient aux hommes et non aux femmes dont le rôle est différent et se place sur un autre plan.

Le Ministre fait observer :

1^o Le projet ne crée pas l'obligation d'instaurer le volontariat féminin;

2^o La décision qui interviendra sera certainement influencée par le rapport de la Commission Mixte et par l'évolution des conceptions nouvelles en matière militaire;

3^o A l'heure présente, un certain nombre de femmes sont déjà soumises à la juridiction militaire. Le Statut hybride qui règle leur situation doit disparaître;

4^o Si le malheur devait nous imposer une nouvelle guerre, il vaudrait mieux que l'on dispose d'un noyau, qui pourrait permettre dans une guerre totale l'utilisation des femmes;

5^o Le volontariat féminin existe dans tous les pays de l'O.T.A.N. En Allemagne Fédérale il fut permis par une majorité démocrate chrétienne;

6^o En ce qui concerne, la notion groupe de combat, le Ministre rappelle les déclarations qu'il a faites à la Chambre;

7^o L'opposition au volontariat féminin ne peut-être que de principe, puisque la minorité a, par voie d'amendements, fait insérer dans le texte même du projet, une série de garanties qui auraient mieux trouvé leur place dans les arrêtés d'exécution.

Un commissaire déclare que l'opposition émettra un vote négatif parce qu'elle estime :

1^o que ce projet anticipe sur les conclusions de la Commission Militaire mixte;

2^o qu'un projet séparé eut été préférable.

Un membre déclare que personnellement il ne voit aucun inconvénient au volontariat féminin quand on se rappelle la vie des femmes et des enfants, il y a quelques dizaines d'années. D'autre part, les conditions actuelles les placent souvent dans des conditions encore beaucoup plus désavantageuses du point de vue moral.

Un autre membre, rejette l'argument du risque de la captivité. L'expérience de la dernière guerre est là. Le traitement des femmes prisonnières dépendra en premier lieu de la mentalité du peuple

Artikel 45.

Een lid onderstreept eens te meer dat hij op morele gronden gekant is tegen de inlijving van jonge meisjes in het leger.

Een ander lid spreekt in dezelfde zin. Het is nutteloos het vrouwelijke vrijwilligerschap in te voeren, als men meer en meer de weg schijnt op te gaan van een beroepsleger. De oorlogsinstincten van de vrouw moeten niet worden ontwikkeld. Hij eist een burgerlijk statuut, aangezien de vrouwen niet in strijdende eenheden ingedeeld zullen worden. Hij verzet zich tegen het vrijwilligerschap omdat het leger uiteraard dient om te vechten; dit is de taak van de mannen en niet van de vrouwen, die een andere rol op een ander vlak hebben te vervullen.

De Minister merkt op wat volgt :

1^o Het ontwerp verplicht niet tot het invoeren van het vrouwelijke vrijwilligerschap;

2^o De beslissing op dit gebied zal zeker worden beïnvloed door het verslag van de Gemengde Commissie en door de ontwikkeling van de nieuwe militaire opvattingen;

3^o Op dit ogenblik vallen een bepaald aantal vrouwen reeds onder de militaire rechtsmacht. Aan het onsamenhangend statuut dat hun toestand bepaalt, moet een einde worden gemaakt;

4^o Indien wij ongelukkigerwijze in een nieuwe oorlog worden meegesleept, verkiest hij te beschikken over een kern, die het mogelijk zou maken de vrouwen bij een totale oorlog in te zetten;

5^o Het vrouwelijke vrijwilligerschap bestaat in al de landen van de N.A.V.O. In de Duitse Bondsrepubliek is het tot stand gebracht door een Christen-democratische meerderheid;

6^o Wat betreft het begrip gevechtsgroep, verwijst de Minister naar zijn verklaringen in de Kamer;

7^o Het verzet tegen het vrouwelijke vrijwilligerskorps kan slechts van principiële aard zijn, aangezien de minderheid bij amendement een reeks waarborgen in de tekst zelf van het ontwerp heeft doen opnemen die beter op hun plaats zijn in de uitvoeringsbesluiten.

Een lid verklaart dat de oppositie zal tegenstemmen omdat zij van oordeel is :

1^o dat het ontwerp vooruitloopt op de conclusiën van de Gemengde Militaire Commissie;

2^o dat een afzonderlijk ontwerp de voorkeur verdient;

Een lid verklaart dat hij persoonlijk geen bezwaar heeft tegen het vrouwelijke vrijwilligerschap, wanneer men bedenkt wat een leven de vrouwen en de kinderen voor een tiental jaren hebben gehad. Anderdeels, verkeren zij thans dikwijls in nog veel ongunstiger zedelijke omstandigheden.

Een ander lid verwerpt het argument dat op het gevangenschapsrisico berust. De ervaring van de jongste oorlog is daar. De behandeling van de vrouwelijke krijgsgevangenen zal in de eerste plaats

ennemi et non de la question de savoir si ces femmes ont un statut militaire ou non.

Un commissaire dit qu'il votera l'article 45 parce que dans les circonstances actuelles le volontariat féminin constitue une nécessité. Il espère qu'un jour on pourra supprimer toutes les armées. En attendant chacun doit faire son devoir selon ses moyens.

Si la femme doit rester au foyer, elle ne doit pas uniquement y rester quand il s'agit du domaine militaire.

Le Ministre regrette la position prise par la minorité en ce qui concerne la question du service militaire féminin.

Il a été en rapport, dit-il, avec des organismes chrétiens, qui n'ont pas fait les objections de principe qui sont faites aujourd'hui. Il n'y a eu que quelques réticences souvent faites à titre personnel. Il en est notamment de même de la ligue des familles nombreuses.

Il rappelle qu'en Allemagne Fédérale le volontariat féminin n'a pu être instauré qu'après une modification de la Constitution. Cette modification, uniquement nécessaire dans le but signalé, fut votée par la majorité requise des deux tiers des membres du Parlement.

Le Ministre donne lecture du texte constitutionnel allemand qui prévoit le volontariat féminin à l'exclusion de tout service armé.

Bundesgesetzblatt,
21 März 1956, n° 11.

Gesetz zur Ergänzung des Grundgesetzes
vom 19 März 1956.

2. Artikel 12 erhält folgende Fassung :

« Artikel 12

.....
.....

(3) Frauen dürfen nicht zu einer Dienstleistung im Verband der Streitkräfte durch Gesetz verpflichtet werden. Zu einem Dienst mit der Waffe dürfen sie in keinem Falle verwendet werden.

.....

Dans un journal belge un député P.S.C. a été interrogé. Ce représentant a fait des réserves, mais est d'accord sur l'incorporation des femmes à l'armée.

Un commissaire fait remarquer qu'aussi bien dans son parti que dans d'autres partis les opinions sur le principe du volontariat féminin sont divisées; ce point de vue est personnel dit-il.

L'article 45 mis aux voix est rejeté par 9 voix contre 9.

afhangen van de geestesgesteldheid van de vijand, en niet van het feit of die vrouwen al dan niet een militair statuut hebben.

Een lid zegt dat hij artikel 45 zal goedstemmen omdat het vrouwelijke vrijwilligerschap in de huidige omstandigheden een noodzakelijkheid is. Hij hoopt dat men eenmaal al de legers zal kunnen afschaffen, maar in afwachting daarvan moet iedereen zijn plicht doen met de middelen waarover hij beschikt.

Indien de vrouw werkelijk in het gezin moet blijven, dan geldt dit niet uitsluitend op gebied van het leger.

De Minister betreurt het standpunt van de minderheid omtrent het probleem van de vrouwelijke militaire dienst. Hij is in betrekking geweest met christelijke organismen, die daartegen niet de bezwaren hebben welke thans worden gemaakt. Er zijn wel enkele aarzelingen geweest, die dikwijls een persoonlijk karakter droegen. Dit geldt onder meer voor de Bond van de Grote Gezinnen.

Hij herinnert er aan dat in de Bondsrepubliek Duitsland, het vrouwelijk vrijwilligerschap eerst kon worden ingevoerd na een wijziging in de Grondwet. Die wijziging, die alleen daarvoor nodig was, werd met de vereiste meerderheid van twee derden van de Parlementsleden goedgekeurd.

Hij geeft lezing van een bepaling van de Duitse Grondwet waarbij in het vrouwelijk vrijwilligerschap wordt voorzien, met uitsluiting van om het even welke gewapende dienst.

Bundesgesetzblatt,
21 März 1956, n° 11.

Gesetz zur Ergänzung des Grundgesetzes
vom 19 März 1956.

2. Artikel 12 erhält folgende Fassung :

« Artikel 12

.....
.....

(3) Frauen dürfen nicht zu einer Dienstleistung im Verband der Streitkräfte durch Gesetz verpflichtet werden. Zu einem Dienst mit der Waffe dürfen sie in keinem Falle verwendet werden.

.....

Een Belgische krant heeft een C.V.P.-volksvertegenwoordiger ondervraagd. Deze heeft enig voorbehoud gemaakt, maar stemde toch in met de inklijving van de vrouwen in het leger.

Een lid merkt op dat, zowel in zijn partij als in de andere partijen, de meningen over het beginsel van het vrouwelijke vrijwilligerschap verdeeld zijn; dit standpunt is persoonlijk, aldus dit lid.

Artikel 45 wordt in stemming gebracht en verworpen met 9 tegen 9 stemmen.

Articles 46 à 52.

Les articles 46 à 52 sont adoptés par 9 voix et 9 abstentions.

Article 53.

A l'article 53, un commissaire rappelle que dans l'esprit du législateur de 1951, l'article 103 de la loi ne visait que les habitants des cantons de l'Est. Par après, l'application en a été étendue à tous le pays. Il pose la question de savoir si cette jurisprudence sera encore appliquée à l'avenir.

Le Ministre n'y voit pas d'inconvénient.

L'article 53 est adopté par 9 voix et 9 abstentions.

Articles 54 à 57.

Les articles 54 à 57 ont été admis sans discussion par 9 voix et 9 abstentions.

Vote sur l'ensemble.

Un commissaire déclare que l'article 45, ayant été rejeté par la Commission, l'opposition s'abstiendra au vote sur l'ensemble du projet amendé. Elle se réserve le droit d'émettre un vote négatif, si en séance publique l'article 45 était réintroduit dans le projet.

L'ensemble du projet amendé est adopté par 10 voix et 9 abstentions.

Le rapport a été admis à l'unanimité.

Le Rapporteur,
A. LACROIX.

Le Président,
H. HARMEGNIES.

* * *

AMENDEMENT PRÉSENTÉ
PAR LA COMMISSION.

ART. 45.

Supprimer cet article.

Artikelen 46 tot 52.

De artikelen 46 tot 52 worden aangenomen met 9 stemmen bij 9 onthoudingen.

Artikel 53.

Bij artikel 53 merkt een lid op dat artikel 103 van de wet in de geest van de wetgever van 1951 slechts doelde op de inwoners van de Oostkantons. Naderhand is de toepassing er van uitgebreid tot het gehele land. Hij vraagt of dit ook in de toekomst zo zal blijven.

De Minister heeft daartegen geen bezwaar.

Artikel 53 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 9 onthoudingen.

Artikelen 54 tot 57.

De artikelen 54 tot 57 worden zonder bespreking aangenomen met 9 stemmen bij 9 onthoudingen.

Stemming over het geheel.

Een lid verklaart dat, aangezien artikel 45 door de Commissie werd verworpen, de oppositie zich zal onthouden bij de stemming over het geheel van het gewijzigde ontwerp. Zij behoudt zich evenwel het recht voor een negatieve stem uit te brengen indien artikel 45 ter openbare vergadering opnieuw in het ontwerp mocht worden ingevoegd.

Het geheel van het gewijzigde ontwerp wordt met 10 stemmen bij 9 onthoudingen aangenomen.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
A. LACROIX.

De Voorzitter,
H. HARMEGNIES.

* * *

AMENDEMENT
VAN DE COMMISSIE.

ART. 45.

Dit artikel te doen vervallen.